



Paris, le 18 septembre 2020

COMMUNIQUE DE PRESSE

Évaluation de l'accord Mercosur : Enfin de la cohérence !

Alors que la FNSEA et Jeunes Agriculteurs (JA) luttent depuis des années contre l'empilement des accords de libre-échange, comme l'accord Mercosur-UE, au nom de la souveraineté alimentaire et contre une concurrence déloyale, les deux syndicats saluent l'annonce du Gouvernement français de s'opposer à leur tour à cet accord.

En amont d'un possible vote au Conseil de l'Union européenne, une Commission d'experts indépendants a réalisé une évaluation complète du projet d'accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur, comme cela avait été fait pour le CETA, et vient de remettre son rapport au Premier Ministre.

JA et la FNSEA avaient dénoncé la conclusion des négociations dès leur publication en juin 2019. Nous sommes donc confortés par le rapport Ambec qui confirme que l'énorme différence en termes de normes de production conduirait à une concurrence déloyale pour certains secteurs clés de la production européenne. La conclusion est simple, l'importation de produits agricoles du Mercosur mettrait en péril la viabilité de pans entiers de l'agriculture française.

Bien sûr, les enjeux de la déforestation mis en avant dans le rapport, sont majeurs, mais ils ne doivent pas occulter les enjeux spécifiques à l'agriculture que sont les problématiques sanitaires, d'émission de gaz à effet de serre ou de traçabilité. Si la performance économique des systèmes agricoles d'Amérique du Sud est réelle, ces derniers sont néanmoins considérablement moins durables que ceux de l'agriculture française !

Nous saluons donc le « non » du Gouvernement au projet d'accord avec le Mercosur. Au-delà de cette prise de position que nous attendions, c'est le concept même des accords de libre échange qui doit être revu pour promouvoir un commerce régulé, un traitement différencié du secteur agricole et permettre à tous les pays du monde une souveraineté alimentaire solidaire.

La FNSEA et JA se réjouissent de l'évolution de la Commission européenne en faveur d'une « Autonomie Stratégique Ouverte ». Il reste désormais à la mettre en œuvre pour un secteur aussi stratégique que notre agriculture et notre alimentation comme l'a rappelé avec brutalité la crise du CoVid19.

N'importons pas l'agriculture que nous ne voulons pas !

Contact presse :

FNSEA : Christine Claudon – 07 60 47 44 52 – christine.claudon@reseaufnsea.fr

JA : Gaëtan Labardin – 07 86 22 90 67 – glabardin@jeunes-agriculteurs.fr

